

Depuis les accords de Potsdam de 1945, Berlin est divisée en quatre secteurs d'occupation, enclavée à une centaine de kilomètres à l'intérieur du territoire de la République démocratique allemande (RDA), créée en 1949. Ce statut quadripartite laisse subsister, au milieu du rideau de fer, un passage praticable : jusqu'en août 1961, il suffit d'emprunter le métro ou le *S-Bahn* pour passer d'Est en Ouest, ce que font quotidiennement des Berlinoises qui travaillent de l'autre côté de la ligne de démarcation ; les contrôles y sont bien moins efficaces qu'en zone rurale, et Berlin sert aussi de porte de sortie à des ressortissants tchécoslovaques ou polonais.

Les conséquences démographiques sont considérables. Entre septembre 1949 et août 1961, environ 2,8 millions de personnes quittent la RDA ; pour les seuls 7 premiers mois de 1961, on en dénombre 124 242, et près de 49 000 supplémentaires en août. D'autres estimations retiennent une fourchette plus large, entre 2,6 et 3,6 millions de départs de 1949 à 1961. Le mouvement s'accélère à l'été : du 2 au 3 août, en 24 heures, 1 322 réfugiés sont enregistrés au camp de Berlin-Marienfelde.

L'hémorragie frappe d'abord la main-d'œuvre qualifiée. La collectivisation agricole, contestée par la quasi-totalité des paysans est-allemands, entraîne une baisse de la production et des pénuries ; les salaires progressent plus vite que prévu faute de bras, et un important trafic de devises et de marchandises transite par Berlin. En 1961, la RDA est au bord de l'effondrement économique et social.

Une décision préparée dans le secret

La crise berlinoise s'est rouverte en novembre 1958 avec l'ultimatum de Nikita Khrouchtchev, qui réclamait la transformation de Berlin-Ouest en « ville libre » et le retrait des troupes alliées. La rencontre de Vienne entre Khrouchtchev et John F. Kennedy, les 3 et 4 juin 1961, n'apaise pas la situation : le dirigeant soviétique y donne aux Occidentaux six mois pour conclure un traité de paix, faute de quoi l'URSS et la RDA en signeraient un séparément.

Le 15 juin, lors d'une conférence de presse, le chef du Parti socialiste unifié (SED) Walter Ulbricht affirme : « *Niemand hat die Absicht, eine Mauer zu errichten* » (« *Personne n'a l'intention d'ériger un mur* »). La formule sera abondamment citée par la suite, la question ayant précisément porté sur une éventuelle frontière d'État à la porte de Brandebourg.

Moscou a longtemps freiné. Khrouchtchev refusait le bouclage des passages vers Berlin-Ouest réclamé par Ulbricht, conscient de l'effet public désastreux d'une telle mesure. Le 20 juillet 1961, averti par son chef du renseignement que la frontière ouverte menaçait l'existence même de la RDA avant la fin de l'année, il fait préparer les mesures jusque-là écartées. Le délai est court, mais suffisant : Ulbricht faisait élaborer des plans en secret depuis le début de l'année.

Beschluss des Ministerrates der Deutschen Demokratischen Republik (12.8.1961)

[View Fullscreen](#)[Aller au contenu PDF](#)

Le calendrier se précipite en août. Le 1^{er} août, Khrouchtchev et Ulbricht s'entretiennent au téléphone pendant plus de deux heures ; la situation économique de la RDA y est abordée, mais aussi la fermeture de la frontière. Une conférence du Comité politique consultatif du pacte de Varsovie se tient à Moscou du 3 au 5 août ; le 7 août, Ulbricht en rend compte au Bureau politique du SED réuni en séance extraordinaire, qui fixe la date de la fermeture aux 12 et 13 août. Parallèlement, la police populaire lance une campagne contre les *Grenzgänger*, ces Berlinoises de l'Est employés à l'Ouest : retrait de cartes d'identité près de la frontière, contrôles renforcés dans les gares, interpellations dans les trains.

Le cercle des initiés reste étroit. Outre Ulbricht, qui conserve la direction de l'opération, seuls sont associés le ministre de la Sécurité d'État Erich Mielke, le ministre de l'Intérieur Karl Maron, le ministre de la Défense Heinz Hoffmann, le ministre des Transports Erwin Kramer, le vice-président du Conseil des ministres Willi Stoph, ainsi que les chefs du SED pour Berlin et Magdebourg, Paul Verner et Alois Pisnik. Erich Honecker, alors secrétaire du Comité central chargé des questions de sécurité, dirige l'état-major central d'intervention constitué juste avant le 13 août. L'ensemble du dispositif porte le nom de code « Rose ».

Samedi 12 août : les ordres

À 16 heures, Ulbricht convie les membres du Conseil des ministres et du Conseil d'État à une « rencontre » dans la maison d'hôtes gouvernementale du Döllnsee, à environ 80 kilomètres de Berlin. Le Conseil des ministres y adopte la décision de fermer la frontière entre les secteurs est et ouest de la ville. Le texte justifie la mesure en termes de politique de bloc : il annonce l'instauration, aux frontières de la RDA, y compris celle avec les secteurs occidentaux du Grand Berlin, d'un contrôle « *tel qu'il est d'usage aux frontières de tout État souverain* », présenté comme une réponse à l'activité des forces « *revanchistes et militaristes* » ouest-allemandes. Pendant ce temps, l'état-major d'intervention siège au présidium de la police populaire de Berlin-Est. Dans la soirée, Honecker remet aux responsables politiques et militaires les ordres de bouclage de la frontière.

L'ordre n° 01/61 du ministre de la Défense nationale est daté du 12 août à Strausberg. L'armée est placée en état d'alerte renforcée, permissions et sorties suspendues.

La nuit du 12 au 13 août

À minuit, Honecker déclenche l'alerte : le signal des mesures de bouclage à la limite des secteurs, sous la protection d'unités armées de l'Armée populaire nationale (NVA), de la police populaire et des groupes de combat d'entreprise. L'action « Rose » est déclenchée à une heure du matin. À 01 h 05, l'éclairage de la porte de Brandebourg s'éteint. À 01 h 30, l'alerte de combat de niveau II est déclenchée pour la police de Berlin-Est ; les troupes soviétiques stationnées en RDA sont, cette nuit-là, en alerte de niveau I. La 1^{re} brigade de police d'alerte et le commandement de sécurité de Berlin, soit plus de 10 000 hommes, forment le premier échelon.

Les effectifs mobilisés sont diversement estimés, près de 15 000 membres des forces armées de la RDA selon certaines sources, plus de 10 000 policiers populaires et gardes-frontière appuyés par plusieurs milliers de membres des groupes de combat selon d'autres.

Le travail commence au petit matin. Les hommes arrachent le pavé en plein centre de Berlin, dressent des barricades avec les morceaux d'asphalte et les pavés, enfoncent des poteaux de béton et déroulent des réseaux de barbelés. À l'exception de 13 points de contrôle, tous les passages entre secteurs sont fermés. Le trafic de transit du *S-Bahn* et du *U-Bahn* est interrompu durablement, la circulation entre secteurs réduite à un quai de *S-Bahn* et un quai de *U-Bahn* en gare de Friedrichstrasse, et treize stations sont fermées aux Berlinoises de l'Est. Au petit matin, 12 lignes de *S-Bahn* et de *U-Bahn* entre Berlin-Est et Berlin-Ouest sont coupées et les gares des lignes « occidentales » traversant le secteur est sont fermées. La police des transports arrive avec quatre heures de retard en raison d'un incident, compensé par les moyens du ministère de la Sécurité d'État.

Sur le plan diplomatique, un décret instaurant ces restrictions et une déclaration des États du pacte de Varsovie appelant à l'établissement de contrôles autour de Berlin-Ouest sont publiés le même jour.

La réaction occidentale

Elle est prudente et tardive. Le 13 août, le secrétaire d'État Dean Rusk publie une déclaration qualifiant les restrictions de violation du statut quadripartite de Berlin. Elle annonce des protestations par les canaux appropriés, sans mesure de rétorsion. Après avoir été informé, Kennedy, en week-end dans le Massachusetts, conseille à Rusk de ne pas annuler sa sortie au baseball prévue l'après-midi et part naviguer. La protestation formelle des Alliés interviendra avec plus de 48 heures de retard, en partie du fait de la réticence de Kennedy à provoquer une confrontation avec Moscou ; un délai qui irrite le maire de Berlin-Ouest, Willy Brandt. Le 13 août, Brandt rencontre les représentants des trois puissances occidentales pour réclamer des mesures de représailles ; ses demandes sont écartées.

Il adresse peu après une lettre à Kennedy, l'avertissant qu'une « *crise de confiance* » s'installerait si les puissances occidentales restaient passives face à la division forcée de la ville ; les sources divergent sur la date exacte de cette lettre, située entre le 13 et le 16 août. Le 16 août, de 16 heures à 17 h 15, environ 300 000 personnes manifestent devant l'hôtel de ville de Schöneberg, de grandes entreprises comme Siemens, Osram, AEG ou Borsig ayant autorisé leurs salariés à s'y rendre.

En interne, l'arbitrage américain est explicite. Lors de sa réunion du 15 août, le groupe de pilotage sur Berlin estime que la fermeture de la frontière n'est pas un motif d'ouverture du feu et relève surtout un enjeu de propagande ; deux jours plus tard, Kennedy décide de renforcer la garnison de Berlin-Ouest d'un groupe de combat de 1 500 à 1 800 hommes. Le 19 août, le vice-président Lyndon Johnson et le général Lucius Clay se rendent à Berlin ; Johnson assure les Berlinoises de l'Ouest de la protection alliée, en annonçant une position ferme mais non belliqueuse. Fin août, Kennedy rappelle publiquement 148 000 gardes nationaux et réservistes en service actif.



Construction du mur à la porte de Brandebourg. Crédit : DR.

Du barbelé au béton

Le dispositif prend d'abord la forme d'un rideau de fils de fer barbelés au cours des mois d'août et septembre 1961, avant d'être remplacé, à partir d'octobre, par un mur de béton et de briques selon les emplacements. Les barrières provisoires sont progressivement remplacées par une maçonnerie édifiée par des maçons est-berlinois, sous la surveillance étroite des gardes-frontière. Dans les semaines suivantes, les fenêtres et les portes des immeubles situés sur la ligne de démarcation sont murées. L'ouvrage court sur 43 kilomètres à l'intérieur de Berlin et 112 km autour des secteurs occidentaux.

La Bernauer Strasse illustre l'absurdité de ce tracé : les immeubles se trouvaient à l'Est, mais leur trottoir à l'Ouest. C'est là, à l'angle de la Ruppiner Strasse, que le 15 août vers 16 heures un policier de 19 ans, Conrad Schumann, franchit d'un saut le rouleau de barbelés qu'il gardait, sous l'objectif du photographe Peter Leibing. Schumann laissera glisser son arme au moment du saut ; le cliché fera le tour du monde.

Les premières morts suivent de près. Le 19 août, Rudolf Urban, 47 ans, fait une chute mortelle en tentant de descendre le long de la façade de son immeuble de la Bernauer Strasse. Ida Siekmann meurt le 22 août, Günter Litfin le 24. Litfin, 24 ans, abattu alors qu'il tentait de gagner l'Ouest à la nage, est le premier tué par arme à feu ; 17 personnes au moins périront en 4 mois sur les seuls derniers mois de 1961. Le décompte total des victimes du Mur reste

débattu entre historiens, notamment entre les travaux de Hans-Hermann Hertle et ceux de Rainer Hildebrandt.

L'opération règle la crise ouverte en 1958 par un statu quo territorial. La construction du Mur constitue une confirmation matérielle de ce statu quo : l'Union soviétique renonce à son exigence d'un Berlin-Ouest « libre » et vidé des troupes alliées, telle qu'elle avait été formulée dans l'ultimatum de Khrouchtchev de 1958. Les Occidentaux, de leur côté, conservent leurs trois intérêts déclarés, à savoir la présence de troupes occidentales à Berlin-Ouest, la sécurité et la viabilité des secteurs occidentaux, et l'accès à ceux-ci ; tous circonscrits à la partie ouest de la ville.

La frontière refermée le 13 août 1961 le restera 28 ans.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)